ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 8 juin 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "approuvant la convention européenne portant loi uniforme en matière d'arbitrage, faite à Strasbourg le 20 janvier 1966 et introduisant dans le Code judiciaire une sixième partie concernant l'arbitrage", a donné le 1er juillet 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e juni 1970 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot goedkeuring van de Europese overeenkomst houdende eenvormige wet inzake arbitrage, ondertekend te Straatsburg op 20 januari 1966, en tot invoering in het Gerechtelijk Wetboek van een zesde deel betreffende de arbitrage", heeft de 1e juli 1970 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat dispose en son article 1er que la convention européenne portant loi uniforme en matière d'arbitrage faite à Strasbourg le 20 janvier 1966 sortira son plein et entier effet. L'article 2 ajoute au Code judiciaire une sixième partie, comportant une cinquantaine d'articles relatifs à l'arbitrage.

Le projet a donc deux objets distincts :

1° procurer l'assentiment des Chambres législatives à la convention européenne du 20 janvier 1966 et,
2° introduire dans la législation nationale des dispositions nouvelles relatives à l'arbitrage.

Le procédé qui consiste à réunir, dans un même projet de loi, une disposition destinée à procurer l'assentiment des Chambres législatives à une convention relative à une loi uniforme, et des dispositions introduisant cette loi uniforme dans la législation nationale se justifie lorsque, selon la volonté des Hautes Parties contractantes, les autorités nationales n'ont d'autre faculté que d'adopter ou de rejeter le texte même de la loi uniforme, sans pouvoir y apporter aucune modification. Dans ce cas, en effet, comme le Conseil d'Etat l'a relevé dans son avis sur le projet de loi portant approbation de la convention Benelux en matière de marques de produits, signée à Bruxelles le 19 mars 1962 (Doc. parl. Chambre - S.E. 1965, n° 23-1), il s'agit d'une véritable loi uniforme dont le vote, article par article, n'aurait aucun sens

.../...

puisque tout amendement au texte de cette loi aurait pour effet de vicier la ratification de la Belgique et de faire obstacle à l'exécution et à l'interprétation uniformes de la loi.

Mais lorsque le législateur a été appelé à introduire dans la législation nationale les dispositions de la loi uniforme concernant la lettre de change et le billet à ordre, annexée à la convention du 7 juin 1930, et celles de la loi uniforme concernant le chèque annexée à la convention du 19 mars 1931, il a, chaque fois, procédé par étapes en votant successivement une loi, en un article unique, approuvant la convention, et une loi distincte, votée article par article, introduisant les dispositions de la loi uniforme dans le droit national , et y apportant, dans les limites autorisées par la convention, les modifications qu'il a jugées utiles.

Comme le Conseil d'Etat l'a relevé dans son avis précité, cette procédure se justifie pleinement lorsqu'une convention internationale à laquelle est annexée une loi uniforme autorise les Etats contractants à apporter des modifications à cette loi et que dès lors celle-ci ne constitue, à proprement parler, qu'une "loi-modèle" ou une "loi-cadre", laissant aux organes législatifs nationaux une large faculté d'amendement et d'adaptation dont l'exercice implique normalement le recours à la procédure du vote article par article.

Il en est ainsi de la loi uniforme sur l'arbitrage, tout comme il en était ainsi de la loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre et de la loi uniforme sur le chèque. La convention européenne du 20 janvier 1966 réserve aux Etats contractants la faculté, dans les limites et conditions qu'elle fixe, d'apporter

.../...

des modifications au texte de la loi uniforme annexée à la convention, et d'y ajouter des dispositions destinées à régler des questions pour lesquelles des solutions ne sont pas prévues. Le Gouvernement, faisant usage de cette faculté, se propose de soumettre au législateur un ensemble de dispositions de droit interne, dont certaines reprennent sans changement celles de la loi dite uniforme sur l'arbitrage , mais dont d'autres s'en écartent ou lui sont étrangères.

Le législateur sera donc nécessairement appelé à examiner chacune des dispositions figurant dans l'article 2 du projet; il lui sera loisible de les amender, mais il devra les voter article par article, conformément à l'article 41 de la Constitution.

Pour permettre aux Chambres législatives d'exercer pleinement leurs attributions constitutionnelles et de se prononcer en toute indépendance sur l'opportunité d'adopter, d'amender ou de rejeter, article par article, les dispositions réunies dans l'article 2 du projet, il convient que l'assentiment à la convention, d'une part, et les dispositions de droit interne proposées au vote des Chambres, d'autre part, fassent l'objet de deux projets de loi distincts.

*

* *

Le texte de la convention européenne du 20 janvier 1966 et celui de la loi uniforme y annexé, doivent être annexés au projet de loi d'assentiment et non pas être simplement introduits dans le "rapport explicatif", tel qu'il a été communiqué au Conseil d'Etat.

.../...

EXAMEN DE L'ARTICLE 2.

Observation de forme : les articles que l'article 2 du projet tend à insérer dans le Code judiciaire devraient être divisés en paragraphes et non en alinéas numérotés.

Article 1676, alinéa 2.

La combinaison des articles 1004 et 83, 1°, du Code de procédure civile avait pour effet d'interdire aux pouvoirs publics de compromettre.

Le Conseil d'Etat observe que le remplacement de l'article 83 par l'article 764 du Code judiciaire et l'abrogation de l'article 1004 par l'article 3 du projet auront pour effet de supprimer le principe de cette interdiction.

Article 1678, alinéa 2.

Afin d'éviter toute discordance, il y a lieu d'ajouter les mots "sous réserve des exceptions prévues par la loi", à la fin de cet alinéa.

Article 1679, alinéa 1er.

L'intention du Gouvernement étant d'introduire dans cette disposition le principe inscrit dans l'article 854 du Code judiciaire, il y a lieu de la compléter par les mots "avant toutes autres exceptions et moyens de défense".

.../...

Cette modification ne résoudra d'ailleurs pas la question de savoir dans quel ordre doivent être proposés les exceptions et moyens de défense qui, chacun, doivent, en vertu de dispositions particulières, être proposés avant tous autres.

Article 1680.

Pour éviter toute difficulté en ce qui concerne l'incapacité des mineurs et des personnes pourvues d'un conseil judiciaire d'être arbitre, il conviendrait que le texte soit complété comme suit : " ... des mineurs, même émancipés, des personnes pourvues d'un conseil judiciaire et de ceux qui sont ... ".

Article 1689.

La procédure sur requête unilatérale, fixée par les articles 1025 et suivants du Code judiciaire, impose, sous peine de nullité, que la requête soit signée par l'avocat de la partie, sauf si la loi en dispose autrement (article 1026, 5°).

La procédure d'arbitrage, fixée par le projet, prévoit que le tribunal de première instance peut, dans plusieurs circonstances, être saisi par requête. C'est le cas notamment pour les articles 1685, 1689, 1696 et 1698.

Si l'intention du Gouvernement n'est pas de soustraire les requêtes unilatérales à l'obligation d'être signées par un avocat, le législateur appréciera cependant s'il n'est pas excessif que les requêtes des arbitres eux-mêmes doivent satisfaire à cette obligation.

*

.../...

Contrairement à ce qu'affirme l'exposé des motifs, l'article 1689 ne s'inspire pas de l'article 1014 du Code de procédure civile, mais établit une règle qui s'en écarte.

Article 1694, alinéa 4.

Suivant l'exposé des motifs, le Gouvernement entend faire établir une interdiction pour les parties de se faire représenter ou assister par un agent d'affaires.

Pour éviter toute équivoque et pour assurer d'ailleurs la concordance avec le texte néerlandais, la dernière phrase de cet alinéa devrait être rédigée comme suit :

"Les parties ne peuvent se faire représenter ou assister par un agent d'affaires".

Article 1696, alinéa 4.

Il y a lieu de remplacer les mots "de la partie la plus diligente" par les mots "par la partie la plus diligente".

Article 1701, alinéa 5.

Par souci de concordance avec l'article 780, 2°, du Code judiciaire, la mention des prénoms des arbitres et des parties devrait être ajoutée respectivement au a et au b de cet alinéa.

.../...

A la même disposition, il y a discordance entre le texte français, où figure le mot "notamment", et le texte néerlandais où ce mot ne figure pas.

Articles 1710 et suivants.

L'intention du Gouvernement n'étant pas qu'il soit dérogé à l'article 606 du Code judiciaire, il y a lieu de revoir le texte des articles 1710 à 1718 du projet.

*

A l'alinéa 2 de l'article 1710, les mots "les arbitres" doivent être remplacés par "des arbitres".

Cette observation vaut également pour l'article 1723.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp bepaalt in artikel 1 dat de Europese Overeenkomst houdende eenvormige wet inzake arbitrage, ondertekend te Straatsburg op 20 januari 1966, volkomen uitwerking zal hebben. Artikel 2 voegt aan het Gerechtelijk Wetboek een zesde deel toe, inhoudende een vijftigtal artikelen in verband met de arbitrage.

Het doel van het ontwerp is dus tweeërlei :

1° de instemming van de Wetgevende Kamers te verkrijgen voor de Europese Overeenkomst van 20 januari 1966 en

2° in de nationale wetgeving nieuwe bepalingen in verband met de arbitrage in te voegen.

Het procédé dat erin bestaat, in eenzelfde wetsontwerp te verwerken : een bepaling om de instemming van de Wetgevende Kamers voor een Overeenkomst over een eenvormige wet te verkrijgen en bepalingen om die eenvormige wet in de nationale wetgeving in te voeren, is verantwoord als de nationale overheid, volgens de wil van de Hoge Verdragsluitende Partijen, niets anders te doen overblijft dan de tekst zelf van de eenvormige wet aan te nemen of te verwerpen, zonder er enige wijziging in te mogen aanbrengen. In zodanig geval - en de Raad van State heeft er al op gewezen in zijn advies over het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Benelux-verdrag inzake de warenmerken, ondertekend te Brussel op 19 maart 1962 (Gedr. St. Kamer - B.Z. 1965, nr. 23-1) - gaat het immers om een echte eenvormige wet waarvan de artikelsgewijze goedkeuring geen zin

.../...

zou hebben omdat iedere amendering van de tekst van die wet de bekrachtiging door België nietig zou maken en de eenvormige uitvoering en interpretatie van de wet in de weg zou staan.

Toen echter de wetgever de bepalingen van de eenvormige wet betreffende de wisselbrieven en orderbriefjes, gevoegd bij de Overeenkomst van 7 juni 1930, en die van de eenvormige wet betreffende de cheques, gevoegd bij de Overeenkomst van 19 maart 1931, in 's Lands wetgeving diende in te voeren, heeft hij dat telkens trapsgewijze gedaan : eerst bij een wet, met een enig artikel, tot goedkeuring van de Overeenkomst, dan bij een afzonderlijke, artikelsgewijs goedgekeurde wet waarbij de bepalingen van de eenvormige wet in het interne recht werden ingevoerd en de nodig geachte wijzigingen, binnen de door de Overeenkomst toegestane grenzen,werden aangebracht.

Zoals de Raad van State het in zijn evengenoemd advies heeft opgemerkt, is die werkwijze tenvolle verantwoord als een internationale Overeenkomst waarbij een eenvormige wet gevoegd is, de Verdragsluitende Staten machtigt om wijzigingen in die wet aan te brengen, zodat deze eigenlijk nog slechts een "modelwet" of een "kaderwet" is, die aan de nationale wetgevende organen ruim gelegenheid laat tot amendering of aanpassing, hetgeen normaal meebrengt dat er artikelsgewijs over wordt gestemd.

Met name is dit het geval met de eenvormige wet op de arbitrage, zoals dat ook het geval was met de eenvormige wet op de wisselbrieven en de orderbriefjes en met de eenvormige wet op de cheques. De Europese Overeenkomst van 20 januari 1966 geeft de Verdragsluitende Staten de gelegenheid om, binnen de grenzen en onder de voorwaarden die zij stelt, wijzigingen in de tekst van de bij die Overeenkomst

.../...

gevoegde eenvormige wet aan te brengen en er bepalingen aan toe te voegen ter regeling van gevallen waarvoor geen oplossing is voorzien. De Regering overweegt die mogelijkheid en legt de wetgever een stel internrechtelijke bepalingen ter goedkeuring voor waarvan sommige de voorzieningen van de zogeheten eenvormige wet op de arbitrage onveranderd overnemen terwijl andere er van afwijken of er geheel los van staan.

De wetgever zal dus noodzakelijk ieder van de bepalingen die onder artikel 2 van het ontwerp voorkomen afzonderlijk moeten onderzoeken; hij kan ze desgewenst amenderen maar moet er , overeenkomstig het voorschrift van artikel 41 van de Grondwet, artikelsgewijs over stemmen.

Willen de Wetgevende Kamers hun grondwettelijke bevoegdheid ten volle kunnen uitoefenen en zich in volle onafhankelijkheid uitspreken over de opportuniteit om de in artikel 2 van het ontwerp samengebrachte bepalingen artikelsgewijs aan te nemen, te amenderen of te verwerpen, dan moeten zij hun instemming aan twee afzonderlijke wetsontwerpen kunnen verlenen : aan de Overeenkomst enerzijds, aan de voorgestelde internrechtelijke bepalingen anderzijds.

*

* *

De tekst van de Europese Overeenkomst van 20 januari 1966 en die van de daarbij gevoegde eenvormige wet moeten een bijlage vormen bij het wetsontwerp houdende instemming en mogen niet eenvoudig opgenomen zijn in het "toelichtend verslag" zoals het aan de Raad van State is medegedeeld.

.../...

ONDERZOEK VAN ARTIKEL 2.

Vormopmerking : de artikelen die artikel 2 van het ontwerp in het Gerechtelijk Wetboek bedoelt in te voegen moeten in paragrafen, niet in genummerde alinea's worden ingedeeld.

Artikel 1676, tweede lid.

Uit de combinatie van de artikelen 1004 en 83, 1°, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering volgde voor de overheidsbesturen verbod om een vergelijk te treffen.

De Raad van State wijst erop dat de vervanging van artikel 83 door artikel 764 van het Gerechtelijk Wetboek en de opheffing van artikel 1004 door artikel 3 van het ontwerp het beginsel van dat verbod doen vervallen.

Artikel 1678, tweede lid.

Om discrepantie te voorkomen voege men aan het einde van dat lid de woorden "behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen" toe .

Artikel 1679, eerste lid.

De bedoeling van de Regering is in deze bepaling het in artikel 854 van het Gerechtelijk Wetboek neergelegde beginsel op te nemen; men leze daarom aan het slot : "de exceptie moet voor alle andere execpties of verweer worden voorgedragen".

.../...

Met die wijziging is evenwel nog niet uitgemaakt in welke volgorde de excepties of verweermiddelen die krachtens bijzondere bepalingen voor alle andere moeten worden voorgedragen, aan de beurt behoren te komen.

Artikel 1680.

Om alle moeilijkheden te voorkomen in verband met de onbekwaamheid van minderjarigen en van onder curatele gestelden om als scheidsman op te treden, vulle men de tekst aan als volgt : "... minderjarigen, ook al zijn zij ontvoogd, van onder curatele gestelden en van hen die ...".

Artikel 1689.

De rechtspleging op eenzijdig verzoekschrift zoals zij door de artikelen 1025 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek wordt geregeld eist, op straffe van nietigheid, dat de advocaat van de partij het verzoekschrift ondertekent, tenzij de wet anders bepaalt (artikel 1026, 5°).

De door het ontwerp uitgewerkte arbitrage-procedure stelt dat een verzoek tot de rechtbank van eerste aanleg kan worden gericht in verschillende omstandigheden. Dat is inzonderheid het geval voor de artikelen 1685, 1689, 1696 en 1698.

Wenst de Regering ten aanzien van eenzijdige verzoekschriften niet van verplichte ondertekening door een advocaat af te zien, dan zal de wetgever nog moeten oordelen of het geen buitensporige eis is verzoeken van scheislieden zelf aan die verplichting te onderwerpen.

*

.../...

Anders dan de memorie van toelichting verklaart, is artikel 1689 niet afgeweken van artikel 1014 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, maar geeft het een regel aan die ervan afwijkt.

Artikel 1694, vierde lid.

Volgens de memorie van toelichting wil de Regering verbod uitvaardigen voor partijen om zich door een zaakwaarnemer te laten vertegenwoordigen of bijstaan.

Ter voorkoming van dubbelzinnigheid en terwille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst trouwens, zou de laatste volzin van dit lid als volgt moeten luiden :

"Les parties ne peuvent se faire représenter ou assister par un agent d'affaires".

Artikel 1696, vierde lid.

In de Franse tekst moet staan "par la partie la plus diligente" in de plaats van "de la partie de la plus diligente".

Artikel 1701, vijfde lid.

Terwille van de overeenstemming met artikel 780, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek voege men de vermelding toe van de voornamen van de scheidslieden en van de partijen, onderscheidenlijk in a en in b van dat lid.

.../...

In dezelfde bepaling is er gemis aan overeenstemming tussen de Franse tekst waarin het woord "notamment" voorkomt en de Nederlandse tekst waarin een equivalent voor dat woord ontbreekt.

Artikelen 1710 en volgende.

De Regering bedoelt niet af te wijken van artikel 606 van het Gerechtelijk Wetboek; de tekst van de artikelen 1710 tot 1718 van het ontwerp moet dan ook worden herzien.

*

In het tweede lid van artikel 1710, Franse tekst, moeten de woorden "les arbitres" door "des arbitres" worden vervangen.

Die opmerking geldt ook voor artikel 1723.

La chambre était composée de

Messieurs : G.VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G.CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : R.PIRSON, assesseurs de la section
de Heren : de législation,
F.RIGAUX, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

R.DECKMYN, greffier du Conseil d'Etat,
griffier van de Raad van State.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) R.DECKMYN. (s.) G.VAN BUNNEN.